



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-86509>

Département(s) de publication : **93**

Annonce n° **24-86509**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : MAIRIE AULNAY SOUS BOIS

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 2193005000016

Ville : Aulnay sous bois

Code postal : 93600

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 93

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

Identifiant interne de la consultation : CAS24-01

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Mairie d'Aulnay-Sous-Bois Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique BP 56 RDC bas

Adresse mail du contact : Marches-publics@aulnay-sous-bois.com

Numéro de téléphone du contact : +33 148796279

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC1), indiquant l'intention de soumissionner, mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et le mandataire explicitement ; - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ; - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2) précisant notamment les informations suivantes et pour chaque co-traitant en cas de groupement : ? Le nom ou la dénomination sociale de l'entreprise, l'adresse du siège du candidat ou du siège social, ainsi que ceux du service qui exécutera les prestations ; ? La forme juridique du candidat (SA, SARL...) ; ?

Pour les candidats établis en France, le numéro et la ville d'enregistrement (SIREN, RCS, répertoire des métiers...); ? Pour les candidats non établis en France, le numéro, la ville et le pays d'enregistrement ; ? Déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner prévues aux articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires de prestations de services identiques ou similaires à l'objet du présent marché, et réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (2021, 2022 et 2023) ; Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels en cours de validité ;
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années (2021, 2022 et 2023), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 04/09/2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : PRESTATIONS DE CONSEILS JURIDIQUES POUR LES BESOINS DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) - ANNEE 2024 RECONDUCTIBLE JUSQU'EN 2028.

Code CPV principal - Descripteur principal : 79100000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : La présente consultation concerne des PRESTATIONS DE CONSEILS JURIDIQUES POUR LES BESOINS DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) - ANNEE 2024 RECONDUCTIBLE JUSQU'EN 2028. Conformément aux articles L2113-10 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché public ne peut être alloué car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. L'accord-cadre est conclu pour une période d'un an (1) à compter de sa notification. L'accord-cadre peut être reconduit par périodes successives d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de trois (3) ans, sans que la durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins quatre (4) mois avant la fin de la durée de validité du marché. Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra pas refuser cette reconduction.

Lieu principal d'exécution du marché : Aulnay-sous-Bois

Durée du marché (en mois) : 12

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloué : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Le présent marché est lancé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique. - D'une part, le marché est conclu à prix unitaire en application des dispositions des articles R2162-4, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique ; - D'autre part, le marché est conclu à prix forfaitaire en application des dispositions des article R. 2112-6 2° du code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire sans minimum et avec un maximum de 160 000 euro(s) HT. Cet accord-cadre concerne des prestations intellectuelles. Par conséquent, il est soumis au C.C.A.G.-P.

I. Voir l'article 1.6 du règlement de la consultation pour les montants du marché. Voir les articles 2.1 et 2.2 du règlement de consultation pour la durée du marché et les délais d'exécutions. Voir l'article 5.3 du règlement de consultation pour le jugement des offres. Voir l'article 7 du règlement de consultation pour la négociation. En cas de litige résultant du présent règlement de la consultation, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique, à savoir le tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig, 93100 MONTREUIL. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr. Les renseignements relatifs aux voies et délais de recours peuvent être obtenus auprès du greffe dudit tribunal. Conformément aux dispositions des articles R. 2132-7 à R. 2132-10 et R. 2132-14 du Code de la commande publique, les plis doivent obligatoirement être remis par voie électronique au pouvoir adjudicateur, via la plateforme de dématérialisation « Achat Public » (voir article 9 du règlement de consultation). Toutes les communications et tous les échanges d'informations sont également effectués par des moyens électroniques

Date d'envoi du présent avis à la publication : 22/07/2024